Une image contenant texte

Description générée automatiquement****

|  |
| --- |
| **CONVENTION DE PARTENARIAT**  **«accompagnement DES commerceS EN CENTRALITE RURALE »** |

**ENTRE**

**La Région Grand Est**, dont le siège est situé 1 Place Adrien Zeller -  
BP 91006 - 67070 STRASBOURG CEDEX, représentée par le Président du Conseil Régional, M. Jean ROTTNER,

désignée ci-après **“la Région”**,

**d’une part,**

**ET**

**La Communauté de communes du Pays de Montmédy**, dont le siège est 20 avenue de la Gare 55600 Montmédy, représentée par son Président, Monsieur Eric DUMONT,

désignée ci-après **“la Communauté de communes”**,

**d’une part,**

**ET**

**La Commune de Montmédy**, dont le siège est 1 place Raymond Poincaré - B.P. 38 – 55600 Montmédy, représentée par son Maire, Monsieur Pierre LEONARD,

désignée ci-après **“la Commune”,**

**d’autre part.**

**Vu** le règlement d’intervention relatif au dispositif de « soutien aux centralités rurales – Accompagnement des commerces » adopté par délibération du Conseil Régional Grand Est du 12 décembre 2020 et modifié en Séance Plénière du 28 janvier 2021,

**Vu** le règlement d’intervention relatif au dispositif d’aide « Aide aux commerces » adopté par délibération de la Communauté de communes du Pays de Montmédy,

**Vu** la convention de financement complémentaire de la Communauté de communes du Pays de Montmédy dans le champ des aides aux entreprises adopté par délibération du Conseil Régional Grand Est,

**Vu** la délibération de la Communauté de Communes du Pays de Montmédy approuvant la présente convention,

**Vu** la délibération de la Commune de Montmédy approuvant la présente convention,

**Vu** la délibération n° 22CP-56 de la Commission Permanente du Conseil Régional Grand Est du 4 février 2022,

**IL EST CONVENU CE QUI SUIT :**

**PREAMBULE**

L’un des objectifs majeurs de la stratégie du Grand Est est de garantir un plus grand équilibre entre les territoires en renforçant et en dynamisant les pôles de l’armature urbaine régionale et locale et notamment leurs centralités.

La Région souhaite donc mettre en oeuvre une stratégie de soutien aux « centralités structurantes et rurales », notamment celles en perte d’attractivité, à travers un dispositif visant à les aider à développer ou à rétablir des fonctions de centralité et à améliorer le cadre de vie grâce à la mise en oeuvre d’un projet global dans lequel la revitalisation du tissu commercial en représenterait un axe majeur.

**ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION**

Dans le cadre d’une opération partenariale visant à conforter ce tissu commercial, l’attractivité économique de la commune de Montmédy identifiée en tant que centralité rurale du territoire de la Communauté de communes du Pays de Montmédy et son rôle de locomotive vis-à-vis des communes rurales qui l’entourent, la présente convention vise à définir les engagements réciproques de la Région et de la Communauté de communes ainsi que les modalités de l’opération.

La Commune de Montmédy est associée en sa qualité de principal bénéficiaire territorial et partenaire technique de cet accompagnement.

**ARTICLE 2 – OBJECTIFS ET CONTENU DE L’OPERATION**

Le dispositif « Accompagnement des commerces en centralité rurale » a pour objectif d’orienter les financements publics sur la rénovation, l’embellissement des locaux commerciaux, et globalement sur la qualité de l’offre commerciale dans le périmètre prioritaire des communes identifiées centralités rurales, vecteur de redynamisation.

Le périmètre prioritaire d’intervention est défini sur l'ensemble du territoire communal de Montmédy, à l'exception des deux zones d'activités : Bossu-Pré et Sous-retondu.

La présente convention doit répondre aux objectifs du Schéma d’Aménagement et de Développement Durable et d’Egalité du Territoire du Grand Est (SRADDET), notamment au travers de sa règle n°23, qui vise à concilier zones commerciales et vitalité des centres-villes et ainsi de veiller à la régulation de la concurrence entre centre et périphérie via notamment un encadrement des implantations selon les surfaces commerciales ou le type de commerce.

Les bénéficiaires ciblés sont les personnes physiques et morales (hors auto-entrepreneur), répondant aux conditions de la Très Petite Entreprise (effectif de moins de 10 salariés et réalisant un chiffre d’affaires inférieur à 1 million d’euros), justifiant d’une inscription au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers et engagées dans un projet d’investissements non productifs tels que des travaux et aménagements nécessaires au maintien ou au développement de l’activité ou l’acquisition de matériels hors simple renouvellement.

Une même entreprise ne peut déposer qu’un seul dossier au cours de la durée de la convention de partenariat.

**ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS DES PARTIES**

Les parties s’engagent à accompagner les porteurs de projets dans les conditions définies au règlement joint à la convention.

L’accompagnement financier sur le périmètre prioritaire doit se faire par un co-financement à part égale de la Région et de la Communauté de communes du Pays de Montmédy ne dépassant pas 50 % des dépenses éligibles HT du projet d’investissement de l’entreprise. L’engagement de la Région à participer au co-financement demeure néanmoins conditionné à la poursuite du dispositif régional en vigueur et de l’inscription des crédits au moment du vote du budget concerné.

Le plafond de l’aide globale ne pourra excéder 20 000 €par dossier et par bénéficiaire.

La Communauté de communes pourra décider de financer seule des projets situés sur son territoire dans les conditions définies par le SRADDET.

La Communauté de communes s’engage à accompagner le projet par une assistance technique et logistique.

**ARTICLE 4 – MODALITES DE PILOTAGE DE L’OPERATION**

La Communauté de communes est chargée du pilotage administratif et opérationnel de l’opération.

Un comité technique sera constitué, lequel aura la charge d’examiner les dossiers de demandes d’aide des entreprises et formulera un avis sur chacun des dossiers, eu égard aux objectifs politiques retranscrits dans le règlement d’intervention. Il aura également une mission de rapporteur d’évaluation et de suivi de l’opération sur la base d’un « tableau de bord de suivi technique et financier » mis en place et actualisé conjointement par la Communauté de communes et la Région.

Ce comité technique sera composé, à titre indicatif, de :

* La Région, en tant que financeur et décideur final ;
* La Communauté de communes, en tant que financeur et décideur final ;
* La Commune de Montmédy, en tant que partenaire institutionnel privilégié ;
* La Chambre de Commerce et de l’Industrie, en tant que partenaire technique ;
* La Chambre de Métiers et de l’Artisanat, en tant que partenaire technique ;
* L’association des Commerçants, en tant que partenaire technique.

Ce comité sera réuni régulièrement (en fonction de la réception des dossiers complets) à l’initiative de la Communauté de communes. Un comité de pilotage se réunira au moins une fois par an, à l’initiative de la Communauté de communes, afin de faire le point sur l’état d’avancement de l’opération.

**ARTICLE 5 - MODALITES D’OCTROI DES AIDES**

La Communauté de communes est guichet unique pour l’ensemble des demandes de subvention se rapportant à cette convention. Elles font chacune l’objet d’un dossier établi par l’entreprise demandeuse, via l’accompagnement du référent désigné par la Communauté de Communes.

La Communauté de communes accuse réception des demandes et les transmet à la Région. Le dépôt d’une demande doit être antérieur au démarrage de l’opération.

Les demandes d’aides des entreprises font l’objet d’une instruction administrative dans le respect du règlement d’intervention du dispositif joint à la présente convention et des règles de cumul afin de ne pas dépasser les intensités d’aides publiques prévues par les régimes d’aides d’Etat. Les dossiers sont ensuite examinés par le comité technique organisé à l’initiative de la Communauté de communes. Chaque demande fait l’objet d’un avis, puis est soumise aux organes délibérants pour décision selon les modalités qui leurs sont propres.

Les modalités de versement des aides seront précisées dans les notifications de la manière suivante : « les demandes de versement et l’ensemble des pièces justificatives sont adressées par le bénéficiaire à la Communauté de communes, qui communique ensuite les éléments à la Région sous forme dématérialisée ».

**ARTICLE 6 – DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention prend effet à compter de sa signature par les parties prenantes pour une durée de 3 ans.

**ARTICLE 7 – REVISION - RESILIATION DE LA CONVENTION ENTRE LES PARTIES**

Toute modification des conditions et des modalités d’exécution de la présente convention fera l’objet d’un avenant.

Hormis le cas de force majeure, l’inobservation des conditions fixées aux précédents articles entrainera la résiliation de plein droit et sans indemnité de la présente convention.

**ARTICLE 8 - COMMUNICATION**

La Communauté de communes s’engage à mentionner le concours financier de la Région à l'occasion de chaque action d’information du public (articles de presse, visites, portes ouvertes, inauguration...) concernant la réalisation de l’opération.

Les logos de la Région et de la Communauté de communes seront intégrés aux supports de communication (affiches, plaquettes, supports numériques,…), en lien avec l’opération objet de la présente convention.

**Article 9 - Suivi d’execution et contrôle**

L’utilisation des aides octroyées fait l’objet d’un suivi et d’un contrôle portant sur la réalisation effective des opérations et le respect des engagements du bénéficiaire. Il est exercé conjointement par le Président du Conseil Régional Grand Est et le Président de la Communauté de communes, ou leurs représentants.

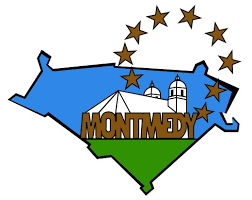
**ARTICLE 10 – LITIGES - ATTRIBUTION DE JURIDICTION**

Le tribunal administratif de Strasbourg est seul compétent pour connaître de toute contestation relative à la présente convention.

Pour l’exécution des présentes, les Parties font élection de domicile en leur siège respectif.

Fait à Strasbourg, le

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Pour la Commune de Montmédy**  Le Maire  Pierre LEONARD | **Pour la Communauté de Communes du Pays de Montmédy**  Le Président  Eric DUMONT | **Pour la Région Grand Est** |

Une image contenant texte

Description générée automatiquement ****

**Règlement d’intervention du**

dispositif d’accompagnement des commerces en centralité rurale

dans le cadre de la redynamisation du territoire du Pays de Montmédy

1. Objectifs du dispositif

L’objectif général de la Région Grand Est et de la Communauté de Communes du Pays de Montmédy est de conforter le tissu commercial des centralités rurales, « locomotives » du territoire.

Il s’agit donc de focaliser les financements publics sur la rénovation, l’embellissement des locaux commerciaux, et globalement sur la qualité de l’offre commerciale située dans le périmètre prioritaire des communes identifiées au titre de la politique de centralité.

1. Bénéficiaires

Les personnes physiques et morales de droit privé (hors auto-entrepreneur) justifiant d’une inscription au registre du commerce (Kbis) et des sociétés ou au répertoire des métiers (D1) et remplissant les critères suivants :

* avoir un effectif de moins de 10 salariés ;
* disposer d’un chiffre d’affaires annuel ou prévisionnel inférieur à 1 million d’euros, réalisé à plus de 50 % par la vente de biens ou de services aux particuliers ;
* être à jour de ses obligations fiscales et sociales ;
* engager un projet d’investissements non productifs nécessaire à la création/reprise, au maintien ou au développement de l’activité ;
* exploiter un local commercial disposant d’une vitrine en rez-de-chaussée **situé sur l'ensemble du territoire communal de Montmédy, à l'exception des deux zones d'activités : Bossu-Pré et Sous-retondu.**

Le cas échéant, la Communauté de Communes pourra décider de financer seule des projets respectant les conditions de la présente convention.

Afin de sécuriser sa démarche, le porteur de projet d’une création-reprise d’entreprise devra être accompagné par un opérateur du réseau de la création d’entreprise tel que des partenaires institutionnels (Région, Caisse des Dépôts…), les Chambres consulaires (CMA, CCI), les structures d’accompagnement (Ordres des experts comptables, l’ADIE, les Boutiques de gestion, le Réseau Initiative…) ou des organismes financiers (banques…).

Sont exclus du champ des opérations éligibles : les activités saisonnières, les activité financières, d’assurance et les agences immobilières, les professions libérales, médicales et paramédicales, ainsi que celles liées au tourisme (hôtel, gîte rural, chambre d’hôtes, hébergement de plein air…).

1. Projets et dépenses éligibles

**Les investissements productifs sont inéligibles.**

Les investissements non productifs nécessaires à la création/reprise, au maintien ou au développement de l’activité :

* + Travaux d’aménagement, de modernisation et de réhabilitation des espaces consacrés à l’accueil du public et attenants non productifs, travaux de rénovation de devanture commerciale ;
* Acquisition d’outillage et mobilier spécifique à l’activité commerciale, hors simple renouvellement et d’un coût unitaire supérieur à 500 € HT ;
* Acquisition de véhicules ateliers de tournées ou dédiés dont l’aménagement spécifique est supérieur à 3 000 € HT, pour des entreprises dont le siège social se situe sur le territoire de la commune.

Le matériel non productif d'occasion et les véhicules d’occasion sont éligibles dans les conditions suivantes :

* avoir un prix inférieur au matériel neuf,
* fournir une attestation confirmant que le matériel n'a pas fait l'objet d'une subvention publique nationale ou communautaire au cours des 7 dernières années,
* fournir une attestation de conformité ou de mise aux normes des différentes machines,
* avoir une garantie vendeur « pièces et main-d’œuvre » d’au moins 6 mois,
* se baser sur la valeur du contrat notarié de cession lors d’une reprise d’entreprise.

Les travaux réalisés par l’entreprise elle-même sont exclus. L’investissement ne doit pas avoir été engagé ou réalisé préalablement à la demande de l’entreprise. Une même entreprise ne peut déposer qu’un seul dossier au cours de cette opération de partenariat.

1. Nature et montant de l’aide

L’accompagnement sur le périmètre prioritaire de(s) la commune(s) de Montmédy, **identifiée au titre de la politique de centralité,** doit se faire par un co-financement à part égale de la Région et de la collectivité financeur ne dépassant pas 50 % des dépenses éligibles HT du projet d’investissement de l’entreprise.

* Plancher d’intervention : 2 000 €
* Plafond d’intervention : 20 000 €

1. La demande d’aide

Pour bénéficier d’une aide, une demande de subvention doit être adressée par le porteur du projet à la Communauté de communes. Après vérification de la recevabilité du projet, la Communauté de communes transmet au porteur de projet un dossier de demande d’aide lequel précise la liste des documents annexes à fournir.

Le porteur de projet réunira l’ensemble des pièces administratives demandées, ainsi que les devis et déposera son dossier à la Communauté de communes. Cette dernière lui adressera un accusé de réception. L’opération ne peut commencer qu'après la date de réception du dossier sauf dérogation de la part de la Communauté de communes.

**3**

**4**

L’envoi de l’accusé de réception ne préjuge en aucun cas de la décision du comité technique.

Les dépenses engagées, préalablement à la date de réception du dossier par la Communauté de communes, ne seront pas prises en compte.

1. Engagement du bénéficiaire

Le bénéficiaire s’engage à mentionner le soutien du ou des financeurs dans tout support de communication et à respecter les modalités précisées dans la décision attributive de subvention ou la convention.

1. Modalités de versement et de remboursement éventuel de l’aide

Les modalités de versement sont précisées dans la décision attributive de subvention ou dans la convention de financement.

Pendant une période de trois années à compter de la réalisation effective des opérations, la Région Grand Est et la Communauté de communes du Pays de Montmédy se réservent le droit de ne pas verser au bénéficiaire tout ou partie de l’aide ou de faire mettre en recouvrement le montant intégral de l’aide versée dans les hypothèses ci-après :

* manquement total ou partiel du bénéficiaire à l’un quelconque des engagements,
* inexactitude sur les informations fournies et les déclarations faites à la Communauté de communes du Pays de Montmédy ou à la Région,
* procédure collective ou de règlement amiable du bénéficiaire,
* transfert de l’activité hors du territoire de la Communauté de communes de l’Argonne Ardennaise,
* transfert de propriété, ex : vente, fusion, scission, apports partiels de son actif à une ou plusieurs autres personnes morales.

1. Suivi et contrôle

L’utilisation de l’aide octroyée fait l’objet d’un contrôle portant sur la réalisation effective des opérations et le respect des engagements du bénéficiaire.

1. Dispositions générales

* l’instruction ne débute que si le dossier est complet,
* le versement d’une aide ne constitue en aucun cas un droit acquis,
* la conformité du projet aux critères d’éligibilité n’entraîne pas l’attribution automatique de l’aide sollicitée. La Communauté de communes du Pays de Montmédy et la Région Grand Est conservent un pouvoir d’appréciation fondé notamment sur le degré d’adéquation du projet présenté avec ses axes politiques, la disponibilité des crédits, le niveau de consommation de l’enveloppe budgétaire ou encore l’intérêt local du projet,
* l’aide ne peut être considérée comme acquise qu’à compter de la notification au bénéficiaire de la décision d’attribution prise par le ou les organes délibérants compétents,
* l’attribution d’une aide se fait dans la limite des crédits votés et de l’application de la règlementation en vigueur.

RÉFÉRENCES RÉGLEMENTAIRES

* Le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 1511-2 et L 4211-1
* Règlement (UE) N° 1407/2013 de la commission du 18 décembre 2013 relatif à l’application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l’Union européenne aux aides de minimis.
* Règlement AFR SA39252
* Règlement d’aide en faveur des PME SA40453